

Projet d'un marché commun Africain

Journal de Africa 24 TV 13h et 16h, 13 juin 2011

Il est louable que l'Afrique du sud accueille une réunion de plus sur le projet d'un marché commun africain.

Mais le vrai problème est de savoir si un marché commun se décrète ? Par ailleurs, les injonctions de l'Organisation mondiale du commerce ne doivent pas faire perdre de vue que l'Union européenne a démarré avec les secteurs productifs présentant un intérêt commun, et cela ne concernait pas tous les pays... Donc la solution pour l'Afrique n'est pas de mettre la charrue avant les bœufs en optant uniquement pour une forme d'intégration régionale par le haut, mais bien en choisissant des secteurs productifs où la transformation des matières premières minérales ou agricoles devra avoir lieu, ceci avec la participation des populations et non contre les peuples africains.



Ce n'est donc qu'en trouvant un accord sur les secteurs prioritaires où le renforcement des capacités productives, programme approuvé par les Chefs d'Etat africains au Sommet de l'Union africaine de Juillet 2004, qu'il y aura une chance véritablement de faire une intégration avec les peuples et pour les peuples africains. Il faut être concret... si on choisissait l'igname ou le manioc, il faut alors s'arranger pour avoir une intégration tant dans le secteur agricole que dans la transformation, voire dans l'exportation entre les pays africains d'abord. Car il faut apprendre à produire et consommer local. Sinon c'est l'économie non africaine que le consommateur africain est en train de défendre, sans compter les pertes d'emplois si la transformation se fait à l'extérieur de l'Afrique.

Mais peut-on véritablement parler d'intégration régionale sans une monnaie commune indépendante, des facilités d'échanges entre les frontières sans les tracasseries douanières et la corruption, la capacité à assurer la sécurité dans tous les pays concernés... Car en réalité, une ouverture trop rapide du marché africain au monde pourrait se révéler n'être qu'un piège car l'Afrique sera envahie par des produits moins chers... Cela aura pour conséquence de bloquer l'industrialisation du continent, condamné à devenir qu'un consommateur des surplus en provenance du monde.

Il faut donc une nouvelle approche de l'intégration régionale fondée sur les capacités productives et la création d'emplois décents. Notons toutefois que le marché commun d'Afrique australe et de l'est (COMESA - Common market for Eastern and Southern Africa) a affiché une croissance du produit intérieur brut (PIB) de plus de 7,3 % entre 2004 et 2008, et que pendant la crise financière, cette zone a pu affiché 5,2 % en 2009 alors que les pays riches occidentaux avaient une croissance négative et qu'en 2010, avec 5,6 % et des pronostics de 6,2 % en 2011 et 6,5% en 2012, ce marché tend à montrer que l'union fait la force.

L'Afrique doit donc bien tendre vers un marché commun mais ce marché ne pourra demeurer résilient que si les dirigeants africains s'attèlent à promouvoir les capacités productives et l'infrastructure tout en réduisant les contraintes à l'environnement des affaires et la corruption. Les contre-pouvoirs que représentent la société civile africaine et un secteur privé de plus en plus socialement responsable pourraient changer la donne. YEA.